

Objet | Ouverture de chambre rue Camille Pelletan à Cenon.

Monsieur Jean-François EGRON, Maire de CENON et Vice-président de Bordeaux Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la route, décret n°95-807 du 30 juillet 1985 modifiant certaines dispositions du Code de la Route, et le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police du Maire en matière de circulation routière,

Vu l'ordonnance n° 2000-930 du 22 septembre 2000, ratifiée le 8 novembre 2000 relative à la partie législative du code de la route,

Vu l'arrêté numéro 2020-232 du 29 mai 2020 de suppléance et de délégation de signature,

Considérant la demande présentée par l'**entreprise INEO EQUANS 46 Avenue de la Source 33370 Salleboeuf**, à l'effet d'entreprendre l'ouverture de chambre sur chaussée et trottoir rue Camille Pelletan à Cenon.

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles afin de procéder en toute sécurité aux travaux précités,

Sur proposition de Madame La Directrice Générale des Services Municipaux,

A R R E T E

Article 1^{er} : L'**entreprise INEO EQUANS pour le compte d'Orange**, est autorisée à entreprendre du **22 juin 2023 au 29 juin 2023**, l'ouverture de chambre sur chaussée et trottoir rue Camille Pelletan à Cenon.

Article 2 : Pendant toute la durée des travaux : **(2 nuits de 22h à 6h)**

- La circulation **sera interrompue par « Rue Barrée » côté pair sauf véhicules de secours**, partie comprise entre place la Morlette et la rue Charles de Foucault.
- **Des déviations seront mises en place vers l'Avenue Roger Schwob, l'Avenue René Cassagne et la rue Charles de Foucault.**
- Les signalisations devront être adaptées et conformes à l'article 4.
- Le stationnement sera interdit au droit des travaux.
- Les cyclistes intègrent les déviations en place.
- La circulation des piétons sera **maintenue et sécurisée**.
- La desserte des riverains demeurera assurée dans les meilleures conditions possibles.

Article 3 :

- L'emprise sur domaine public des engins de levage et/ou manutentions doit être conforme aux recommandations générales du SDIS, à savoir, notamment :
 - une voie d'accès de 3 mètres de large maintenue libre de part et d'autre de l'emprise, en fonction de la configuration de la voie,
 - le conducteur de l'engin doit rester à proximité afin de le déplacer en cas de nécessité opérationnelle absolue.

Article 4 : La signalisation réglementaire de chantier matérialisant les dispositions des articles précédents, sera mise en place, entretenue et déposée par les entreprises chargées de l'exécution des travaux, elle sera conforme à l'instruction interministérielle de signalisation routière.

Article 5 : L'entreprise se charge de l'information auprès des riverains, entreprises et services publics concernés.

Article 6 : Le nettoyage et la remise en état des éventuelles dégradations sur la chaussée et sur les trottoirs devront être assurés par le demandeur.

Article 7 : L'éventuelle redevance sera calculée à l'achèvement des travaux et fera l'objet de l'émission d'un titre recette.

Article 8 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux, et les contrevenants poursuivis conformément à la loi.

Article 9 : Les services de Police, les services communautaires et les services municipaux sont chargés, selon leurs compétences respectives, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs Communaux.

Fait à Cenon, le 21 juin 2023

**Rendu exécutoire en vertu de l'article L.2131-1 du
CGCT
Date d'affichage : Le 22/6/2023**

Pour le Maire,
L'Adjoint aux Grands Travaux,
Patrimoine Municipal et VRD,

Jean-Marc SIMOUNET